

Le Conseil d’analyse économique (CAE) a actualisé son évaluation de l’effort nécessaire pour stabiliser l’endettement

150 milliards d’euros, le vrai prix pour freiner la dette

L'addition

Sébastien Lecornu vient de proposer **une pause dans l’application de la réforme des retraites** jusqu’à la présidentielle.

Marc Vignaud

C’EST UNE NOTE qui illustre l’ampleur de la tâche qui attend les politiques (et les Français), s’ils veulent stopper l’augmentation de la dette dans les années à venir. Le Conseil d’analyse économique (CAE) vient d’actualiser son chiffrage de 2024 sur l’effort budgétaire nécessaire pour parvenir à cet objectif. Malgré la diminution probable du déficit public de 5,8% du PIB à 5,4% en 2025, au prix du budget Barnier-Bayrou, le compte reste désespérément bloqué à 112 milliards d’euros de réduction du déficit par an.

Depuis 2023, les taux d’intérêt ont augmenté tandis que le déficit s’est dégradé et la croissance s’est affaiblie. La France emprunte désormais à un taux supérieur à celui de l’Espagne, du Portugal ou de la Grèce, et au même prix que l’Italie, plus endettée. Son taux d’emprunt à 10 ans atteint 3,5%.

Ce coût est bien plus élevé que le taux moyen acquitté sur son stock de dette allégé grâce aux emprunts réalisés pendant la période de taux très bas. « Cette divergence entraîne mécaniquement une forte hausse des charges d’intérêt », souligne l’organisme rattaché à Matignon. Le taux moyen acquitté par la France sur sa dette est ainsi passé de 1,9% en 2023 à 2,1% en 2024 et devrait atteindre 2,2% en 2025.

Mathématiquement, plus le taux d’intérêt et le stock de dette sont élevés, plus l’effort à consacrer pour stabiliser son niveau – que ce soit par l’augmentation des prélèvements obligatoires ou la diminution des dépenses publiques – est important.

Comme l’explique le CAE, la stabilisation de la dette française nécessite d’éliminer le déficit structurel primaire (c’est-à-dire le déficit indépendant des à-coups de la conjoncture économique, une fois exclus les intérêts de la dette). Or, ce déficit est évalué, pour l’année 2025, à 2,7% sur un total de 5,4%. Cela donne un ajustement de 82 milliards d’euros.

Consolidation. Mais cette condition n’est pas suffisante aux yeux du CAE. Afin que le pays soit capable de faire face à la prochaine crise économique sans que sa dette recommence à bondir, il faut non seulement éliminer le déficit primaire, mais, en plus, atteindre 1% d’excédent primaire, hors intérêts de la dette. Au total, l’effort budgétaire nécessaire est chiffré à 3,7 points de PIB, ce qui donne 112 milliards d’euros.

« Tant qu’il n’aura pas été réalisé, la dette publique continuera d’augmenter [...], de même que le poids des charges d’intérêt dans le budget de l’Etat, à moins d’une forte surprise sur l’inflation ou la croissance. A terme,

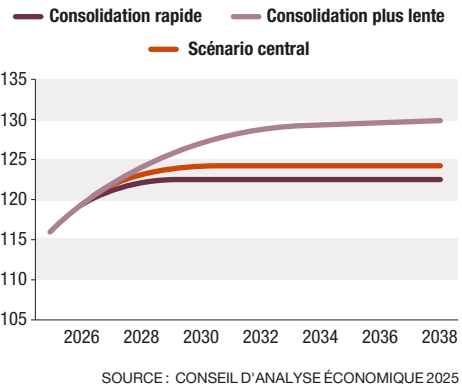
Afin que le pays soit capable de faire face à la prochaine crise économique sans que sa dette recommence à bondir, il faut non seulement éliminer le déficit primaire, mais, en plus, atteindre 1 % d’excédent primaire, hors intérêts de la dette

cette dynamique rendrait la dette publique insoutenable », avertissent les économistes du CAE. Le gros mot est lâché. Si l’augmentation des taux observée depuis la dissolution se prolonge, la facture pourrait même être supérieure.

Toute la question est de savoir à quel rythme opérer un tel ajustement pour ne pas risquer de casser la croissance par une austerité démesurée. « Plus l’effort est fait tôt, plus son impact sur la dette est important », rappelle le CAE. Il est donc toujours préférable de donner un coup de collier au début, l’effet négatif sur l’activité étant le même quel que soit

Evolution de la dette

En % du PIB



le timing de mise en œuvre. Voilà pourquoi François Bayrou s’était échiné à proposer un ajustement très important pour 2026.

Selon le modèle économique utilisé par le CAE, la nécessaire consolidation pourrait être étalée de quatre à douze ans pour ne jamais dépasser 130% de dette. En coupant la poire en deux, il retient un scénario central sur six ans, presque compatible avec le retour sous 3% de déficit en 2029, l’engagement de la France au niveau européen.

Cela nécessite de trouver quelque 18 milliards en moyenne par an (0,6 point de PIB).

« L’objectif est de mettre à disposition un inventaire chiffré des options envisageables, sans anticiper les choix politiques qui pourraient en découler »

En début de période, l’effort serait plus prononcé et atteindrait 0,9% du PIB, soit 27 milliards d’euros en 2026.

A noter que ce chiffre n’est pas comparable à ceux mis en avant par les derniers gouvernements lors de la présentation de leur budget. Avant de chuter, François Bayrou avait vendu un ajustement de 44 milliards. En enlevant la suppression des deux jours fériés (4,2 milliards), le budget de Sébastien Lecornu peut être évalué à 40 milliards d’euros.

Mais ces chiffres ne sont pas comparables à ceux du CAE. Ils tiennent compte de l’augmentation tendancielle des dépenses qui progressent plus vite que la croissance de croisière de l’économie française lorsqu’aucune mesure de consolidation budgétaire n’est prise. Selon le Haut conseil des finances publiques, 40 milliards d’efforts correspondent à une réduction du déficit structurel de 0,8 point, soit 24 milliards d’euros (sans exclure la charge d’intérêt).

Inventaire. Pour tenir compte de cette dérive annuelle des dépenses publiques, le Conseil d’analyse économique considère donc qu’il faut ajouter à son chiffrage initial 0,2 point d’effort en plus chaque année, ou 6 milliards d’euros. Le montant total à réaliser en six ans bondit alors de 112 milliards à... 148 milliards ! Et encore, cette estimation ne tient pas compte de l’augmentation des besoins dans plusieurs secteurs comme la défense ou l’écologie, qui nécessiteront d’augmenter encore l’ajustement pour les financer. Le spécialiste des finances publiques, François Ecalte, l’a chiffré à 180 milliards d’euros.

Une fois ce chiffrage crucial établi, le CAE passe en revue les mesures possibles, à partir des nombreux rapports disponibles. « L’objectif est de mettre à disposition un inventaire chiffré des options envisageables, sans anticiper les choix politiques qui pourraient en découler », précisent les auteurs. Ils ont identifié 108 milliards de mesures possibles sur les dépenses, 111 milliards sur les prélèvements obligatoires, et 45 milliards par des réformes structurelles à horizon 2030. Quels que soient les choix retenus, la potion sera amère, mais difficilement évitable.

@mvignaud

« Comment stabiliser la dette publique ? », Conseil d’analyse économique, Adrien Auclert, université de Stanford, Marie-Apolline Barbara, Xavier Jaravel, LSE, Emma Laveissière et Oskar Lasterra, Xavier Ragot, OFCE, Diego Renaud.

Cette source d’énergie renouvelable est devenue un totem écolo utilisé par les droites pour défendre la relance du nucléaire

Eoliennes, récit d’une confiscation politique

Hold-up

Le dispositif des heures creuses permettant de bénéficier d’une électricité moins chère va changer à partir du 1^{er} novembre pour s’adapter aux changements de mode de vie depuis les années 1960. Cela doit aussi permettre de mieux équilibrer naturellement le réseau sur lequel sont branchées de plus en plus d’installations renouvelables intermittentes.

Jade Grandin de l’Eprevier

« IL Y A QUINZE ANS, c’était nucléaire bashing, aujourd’hui c’est EnR bashing », constatait Alexandre Saubot, président de France industrie, il y a quelques semaines lors du colloque annuel du syndicat des énergies renouvelables (SER). « La France est le pays d’Europe où c’est le plus compliqué de faire du renouvelable, on met huit ans à bâtir une éolienne, car il y a l’équivalent d’une camionnette de papiers à remplir », se lamentait Alexandre Cosquer, directeur des renouvelables et batteries en Europe chez Engie.

Et Béatrice Buffont, directrice de la filiale renouvelables d’EDF, d’approuver : « Il y a un renforcement excessif des exigences environnementales, avec des demandes de dérogation pour espèces protégées (DEP) quasi systématiques, sur des parcs déjà en exploitation, et une interprétation excessive des lois existantes ».

« Cela fait plus de treize ans qu’on a commencé l’éolien en France, et on passe péniblement les 25 gigawatts-heures de puissance installée sur le territoire, alors que l’Allemagne et le Royaume-Uni ont bien plus », constatait Emmanuel Rollin, directeur France d’Iberdrola, le géant espagnol des renouvelables.

Alerte. « En 2025, si ça continue comme ça, les acteurs de l’éolien terrestre auront mis en service des installations représentant 500 mégawattheures, soit la petite moitié du niveau de 2024 et un tiers de celui des trois années précédentes, où on installait l’équivalent de 1,5 gigawattheure par an », a alerté en point presse William Arkwright, directeur d’Engie Green et vice-président du SER.

« Si on ne voulait plus d’éoliennes en France, on ne s’y prendrait pas autrement. Les “pipes” de projets s’effondrent. Il n’y a pas une semaine sans décision de justice ou contentieux sur l’éolien terrestre. Il n’y a plus grand-chose sortant des préfectures qui soit de couleur verte. C’est un moratoire qui ne dit pas son nom ». Alors que TotalEnergies vient de remporter un appel d’offres pour de l’éolien offshore dans la Manche, son partenaire, l’allemand RWE, a jeté l’éponge. De son côté, le géant espagnol Iberdrola cherche à revendre tous ses parcs éoliens terrestres dans l’Hexagone, selon le média spécialisé GreenUnivers.

Frayeurs. En juin dernier, les professionnels sont tombés de leur chaise quand a été voté à l’Assemblée nationale, à l’initiative du député LR Jérôme Nury, un moratoire sur l’éolien et le solaire, avec les voix de la droite et de l’extrême droite, en l’absence de nombreux députés du reste de l’hémicycle. Quelques jours plus tard, la disposition était rejetée, mais « le mal était fait : cela a montré que c’était possible », regrette un professionnel du secteur.

En septembre, nouvelle frayeur, quand circule une rumeur, démentie par la suite, que le premier gouvernement Lecornu pourrait acter un moratoire sur l’éolien afin

d’éviter la censure du RN. Avant, seul le Rassemblement national réclamait ce moratoire. Pour le parti d’extrême droite, l’éolienne est un irritant, parmi d’autres, utilisé pour cliver et polariser l’électorat. L’éolienne est la dernière infrastructure visible à être apparue en masse ces vingt dernières années, dans un pays où les paysages ont une dimension patrimoniale. Les parcs de panneaux solaires ne se voient pas encore bien, ni les méthaniseurs. « Les migrants, c’est comme les éoliennes, tout le monde est d’accord pour qu’il y en ait, mais personne ne veut que ce soit à côté de chez lui », a déclaré Marine Le Pen en 2019, un élément de langage efficace qu’elle a répété depuis.

« Par un tour de passe-passe, le politique a confisqué l’éolienne, qui est devenue un marqueur politique comme la figure de l’immigré, si bien que lors d’un dîner en ville, je peux demander : que pensez-vous des éoliennes, je dirai pour qui vous votez », se lamente le professionnel cité plus haut. De fait, dans un sondage réalisé en avril par l’Ifop auprès de 12 029 personnes, les sympathisants de gauche ont une meilleure image des EnR que le reste de la population, mais moins du nucléaire, et l’inverse se vérifie pour les sympathisants d’extrême droite.

Toutefois, ces clivages sont moins marqués dans la population que chez les responsables politiques. Ces derniers « disent aux gens : vous êtes abandonnés par les services publics, et c’est chez vous qu’on met ces EnR. C’est le bon totem pour faire de l’écolo-bashing, mais ce n’est pas un levier de conquête électorale, commente Jérôme Fourquet, directeur de l’Ifop. Cela paye beaucoup plus quand le RN investit sur la voiture et les ZFE. Dans les régions où il y a le plus d’éoliennes (Somme, Eure-et-Loire...), ou face aux parcs en mer, il n’y a pas eu de vote RN massif ».

Au contraire, les professionnels constatent qu’ils parviennent à installer des parcs dans les territoires RN car ces communes généralement pauvres et rurales apprécient les recettes fiscales. De manière générale en France, ils parviennent généralement à renouveler les parcs existants en augmentant la taille et la puissance des éoliennes.

Hold-up. Derrière la politique, il y a une bataille de lobbies. A rebours des prévisions, la consommation électrique française recule. Le nucléaire en fournit encore la majorité, mais la part des renouvelables intermittents grimpe : en début d’année, la puissance installée de tous les panneaux solaires et éoliennes a dépassé celle des réacteurs nucléaires, selon le gestionnaire des réseaux RTE. Or il faut décider quelles infrastructures bâtir pour les prochaines décennies.

« Quand vous arrivez à produire de l’éolien offshore à 50 euros le mégawattheure et du photovoltaïque à 40 euros sur le marché de gros, alors que dans le nucléaire, on ne sait pas le faire à moins de 100 euros », le mobile est connu, souligne une source gouvernementale spécialiste de la transition écologique. « Cette histoire, c’est un vaste hold-up de la filière de l’atome pour justifier le financement du programme du nouveau nucléaire avec l’ampleur qu’on lui connaît ».

Guerre. « Une guerre de religions dans un mouchoir de poche », a déploré le président de RTE Xavier Piechaczyk, au colloque du SER. Et dans celle-ci, le lobby du nucléaire a été meilleur, avec un grand acteur, EDF, détenu par l’Etat depuis des décennies, qui a su mobiliser ses salariés, et qui a une continuité naturelle avec les armées, premier propriétaire de France. En face, la filière renouvelables, plus jeune, fragmentée économiquement, opère à l’étranger et arbitre ses positions.

« La responsabilité de la filière est plus profonde que sa capacité à répondre au lobby d’en face, nuance la source gouvernementale citée plus haut, pour qui les concertations locales avant d’installer des parcs n’ont pas toujours été bien faites. Quant aux signaux d’alarme, ils peuvent être un peu exagérés car il y a un jeu de négociation avec l’Etat pour négocier des prix garantis les plus élevés possibles lors des appels d’offres. « En France, le soutien public aux EnR est phénoménal. Ce sont des choix budgétaires et politiques importants pour les gouvernements ».

@JadeGrandin